

11.2 Croissance - Productivité

L'économie française n'accélère pas en 2013. Le **produit intérieur brut (PIB)** progresse légèrement (+ 0,3 %), comme l'année précédente. La consommation des ménages redémarre après une baisse historique en 2012 tandis que l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009, résultat d'une réduction des dépenses, tant des entreprises que des ménages. La **demande intérieure finale hors stocks** reprend faiblement et sa **contribution à la croissance du PIB** s'élève à + 0,4 point.

En 2013, l'**investissement** de l'ensemble de l'économie baisse (– 1,0 % en volume, après + 0,3 % en 2012). Les investissements des ménages reculent, en particulier dans les logements neufs. L'investissement des entreprises non financières se tasse également, notamment en construction et en matériels de transport. En revanche, leur investissement en services marchands croît mais à un rythme fortement ralenti, en raison principalement de la faible progression de l'investissement en information-communication et en services aux entreprises. Enfin, l'investissement des administrations publiques continue de croître, mais moins rapidement qu'en 2012.

La situation financière des **sociétés non financières (SNF)** se dégrade en 2013 : leur valeur ajoutée ralentit fortement en valeur de sorte que leur excédent brut d'exploitation se replie nettement. Le taux d'autofinancement des SNF diminue de nouveau tout comme leur taux de marge qui perd 0,9 point par rapport à 2012 pour s'établir à 29,7 %.

La légère progression du PIB en 2013 est surtout portée par les services marchands. Si l'activité continue à reculer dans les services d'hébergement-restauration, elle progresse au contraire dans la **branche d'activité** des transports, dans le commerce, ainsi que dans les services d'information-communication. Elle accélère en outre dans les services aux entreprises. À l'inverse, l'activité recule de nouveau en 2013 dans la construction et dans l'industrie manufacturière. Au sein des branches manufacturières, la production de produits agroalimentaires chute après avoir résisté en 2012. La production de la branche cokéfaction et raffinage recule de nouveau mais dans une moindre mesure et la production d'énergie-eau-déchets ralentit. En revanche, la production de la branche des biens d'équipement rebondit, ainsi que celle des matériels de transport.

Le ralentissement de l'activité s'accompagne d'une baisse de l'emploi. Après la récession de 2009, le redressement de l'emploi avait été relativement précoce au regard des pertes de productivité accumulées. Toutefois, depuis l'année 2011, l'emploi a renoué avec des comportements plus proches de ceux observés par le passé. En lien avec la faiblesse de l'activité, l'emploi salarié s'est légèrement replié en 2013 (– 0,3 %), de même que le nombre total d'heures travaillées (– 0,2 %). La **productivité horaire apparente du travail** ralentit : sa croissance s'établit à + 0,5 % après + 1,0 % en 2012. ■

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) : résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits ; la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services, plus les exportations, moins les importations ; enfin, la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels.

Administrations publiques, branche d'activité, contribution à l'évolution d'un agrégat, demande intérieure finale, excédent brut d'exploitation (EBE), institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), investissement ou formation brute de capital fixe (FBCF), productivité apparente du travail, sociétés financières, sociétés non financières, solde du commerce extérieur, valeur ajoutée : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2014.
- « Les comptes de la Nation en 2013 – le PIB croît légèrement, le pouvoir d'achat se stabilise », *Insee Première* n° 1499, mai 2014.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Contributions à la croissance du PIB en volume

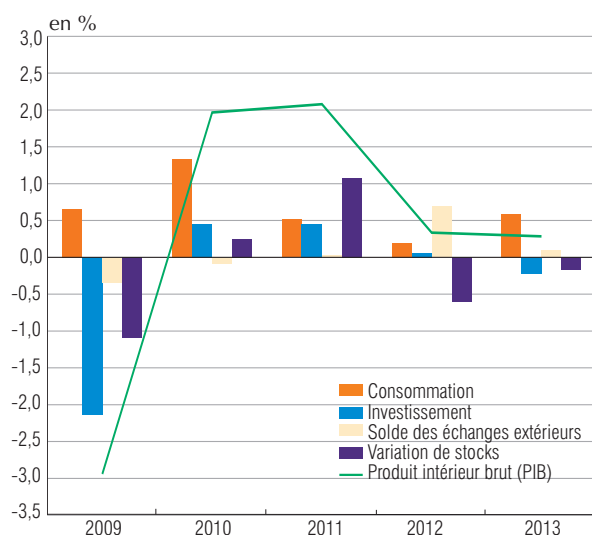
en points de PIB, au prix de l'année précédente

	2011	2012	2013
Dépense de consommation finale	0,5	0,2	0,6
Ménages	0,2	-0,2	0,1
Administrations publiques	0,2	0,4	0,5
ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Formation brute de capital fixe	0,5	0,1	-0,2
Sociétés et entreprises indiv. non financières	0,5	0,0	-0,1
Sociétés et entreprises indiv. financières	0,1	0,1	0,0
Administrations publiques	-0,2	0,1	0,0
Ménages hors entrepreneurs individuels	0,1	-0,1	-0,2
ISBLSM	0,0	0,0	0,0
Solde des échanges extérieurs de biens et services	0,0	0,7	0,1
Exportations de biens et de services	1,8	0,3	0,6
Importations de biens et de services	-1,8	0,4	-0,5
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	0,0	0,0
Variation des stocks	1,1	-0,6	-0,2
Produit intérieur brut¹	2,1	0,3	0,3

1. Évolution par rapport à l'année précédente, en %.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Contributions à la croissance du PIB en volume



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Partage de la valeur ajoutée à prix courants

en %

	1990	2000	2010	2013
Rémunération des salariés	56,3	56,4	57,8	58,2
Salaires et traitements bruts	40,9	41,4	42,6	42,5
Cot. soc. à charge des employeurs	15,4	15,0	15,1	15,7
Autres impôts sur la production	3,7	4,5	4,6	5,1
Autres subventions sur la production	-1,0	-1,0	-1,6	-1,5
Excédent brut d'exploitation	32,0	32,2	32,7	31,8
Revenu mixte brut	9,1	7,9	6,7	6,4
Valeur ajoutée brute				
(en milliards d'euros)	948,9	1 333,1	1 801,0	1 896,9

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Évolution de la productivité horaire apparente du travail par branche

évolution en %

	10/09	11/10	12/11	13/12
Agriculture, sylviculture et pêche	-2,5	6,1	-7,0	-3,3
Ind. manufacturière, ind. extractives et autres	4,4	3,1	1,9	0,8
Ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-3,9	-3,3	1,5	0,8
Fabr. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	4,6	2,4	2,1	-0,5
Cokéfaction et raffinage	-13,6	-2,5	-9,7	5,7
Fabr. de machines et d'équip. électriques ¹	13,1	7,8	2,2	2,9
Fabrication de matériels de transport	11,8	0,4	4,7	-0,9
Fabrication d'autres produits industriels	3,1	5,4	1,3	0,6
Construction	-1,2	-1,6	-0,8	-0,8
Services principalement marchands	1,2	0,8	0,6	0,7
Commerce, transports, héb. et restauration	1,5	2,0	-0,3	0,4
Information et communication	3,2	5,6	2,2	-0,2
Activités financières et d'assurance	0,7	4,7	1,1	1,9
Activités immobilières	1,9	-3,6	0,9	1,6
Act. scient. et tech. ; serv. adm. et de soutien	1,2	-0,2	0,1	0,8
Autres services	1,7	-2,3	2,6	-0,5
Services principalement non marchands²	0,5	0,9	2,2	0,8
Ensemble	1,4	1,2	1,0	0,5

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

2. Regroupement Admin. publique, Enseignement, Santé humaine et action sociale.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux de croissance du PIB en volume dans quelques pays du monde

évolution en %

Pays	11/10 (r)	12/11 (r)	13/12	Pays	11/10 (r)	12/11 (r)	13/12
Allemagne	3,3	0,7	0,4	Luxembourg	1,9	-0,2	2,1
Autriche	2,8	0,9	0,3	Malte	1,5	0,8	2,6
Belgique	1,8	-0,1	0,2	Pays-Bas	0,9	-1,0	-0,8
Bulgarie	1,8	0,6	0,9	Pologne	4,5	2,0	1,6
Chypre	0,4	-2,4	-5,4	Portugal	-1,3	-3,2	-1,4
Croatie	-0,2	-2,2	-0,9	République tchèque	1,8	-1,0	-0,9
Danemark	1,1	-0,4	0,4	Roumanie	2,3	0,6	3,5
Espagne	0,1	-1,6	-1,2	Royaume-Uni (p)	1,1	0,3	1,7
Estonie	9,6	3,9	0,8	Slovaquie	3,0	1,8	0,9
Finlande	2,8	-1,0	-1,4	Slovénie	0,7	-2,5	-1,1
France	2,0	0,0	0,2	Suède	2,9	0,9	1,6
Grèce (p)	-7,1	-7,0	-3,9	UE	1,6	-0,4	0,1
Hongrie	1,6	-1,7	1,1	États-Unis	1,8	2,8	1,9
Irlande	2,2	0,2	-0,3	Japon	-0,5	1,4	1,5
Italie	0,4	-2,4	-1,9	Norvège	1,3	2,9	0,6
Lettonie	5,3	5,2	4,1	Suisse	1,8	1,0	2,0
Lituanie	6,0	3,7	3,3				

Source : Eurostat.